

# François Fillon : « Il faut une immigration minimale »

En visite aujourd'hui et demain dans les Alpes-Maritimes, le vainqueur de la primaire de droite assume la radicalité jugée nécessaire de son projet, en matière régaliennne comme économique

La volonté de réformer l'Assurance-maladie a pour le moins inquiété. Aussi François Fillon a-t-il subi un petit coup de mou dans les sondages, au sortir d'une primaire de la droite en forme de triomphe. Pour autant, droit dans ses bottes, il n'entend surtout pas changer son cap, ni même l'infléchir. « Les Français en ont assez des demi-mesures », souligne-t-il, plus que jamais décidé à assumer la radicalité de son projet. Il le répétera ce soir en meeting à Acropolis à Nice, entouré notamment de Christian Estrosi et Eric Ciotti, après une visite très symbolique cet après-midi à la frontière franco-italienne.

**Certains font de Cédric Herrou (1) un héros, d'autres un ennemi public. Votre sentiment ?**

Il y a des lois et il convient de les respecter. Sinon, c'est l'anarchie. C'est l'honneur de la France de protéger ceux qui fuient la guerre et sont persécutés. Mais il y a des règles qui encadrent l'accueil des réfugiés et des étrangers qui ne sont pas tous éligibles au droit d'asile. Ceux qui ne les respectent pas s'exposent à des sanctions. M. Herrou est peut-être généreux mais il n'est, à mon sens, pas responsable car ce n'est pas à lui de juger qui peut entrer et demeurer en France.

**Quelles seront les priorités de votre politique migratoire, si vous êtes élu en mai ?**

Il faut une immigration minimale et très contrôlée, répondant à nos besoins économiques et à nos capacités d'accueil et d'intégration. Je veux mettre fin à cette situation douloureuse et sans issue qui voit des hommes, des femmes et des enfants dormant dans les rues, à même le sol, été comme hiver et dans des conditions d'hygiène déplorables, qui sont la proie de tous les trafics. Les laisser entrer en France où ils n'ont comme horizon que cette vie de misère n'est pas conforme à nos valeurs. Nous devons donner un signal fort en pratiquant une politique ferme d'expulsion des étrangers en situation irrégulière vers leur pays d'origine. Et notamment tous les déboutés du droit d'asile qui, aujourd'hui, restent sur notre territoire faute d'une réelle politique de reconduction aux frontières. Nous devons aussi



François Fillon tient un meeting aujourd'hui à 18 heures à Nice.

(Photo AFP)

renégocier les accords de Schengen, qui ne permettent pas de lutter contre les arrivées massives que nous connaissons aujourd'hui. Nous avons besoin d'un corps de garde-frontières et de garde-côtes pour surveiller nos frontières terrestres et nos façades maritimes, en particulier la Méditerranée. Les États qui ne parviennent pas à assurer la surveillance de leurs frontières devront sortir du système Schengen, qui ne peut être efficace que s'il est vraiment appliqué dans tous les pays qui y adhèrent. Sinon, la charge est reportée sur les États jugés les plus attractifs par les candidats à l'immigration. Enfin, nous devons pouvoir rétablir des contrôles à nos frontières lorsque la situation l'exige, comme c'est le cas actuellement en raison des impératifs de l'état d'urgence.

**Notre pays est traversé par de profondes divisions. Pourrez-vous rassembler les Français sans mettre un peu d'eau dans votre vin ?**

À force de mettre de « l'eau dans notre vin » comme vous dites, on ne résout pas les problèmes de la France. Depuis trois ans,

je parcours notre pays de long en large et j'entends les Français dire qu'ils en ont assez des demi-mesures. Ils ont raison. On est en déclin. Pour redresser notre pays, combattre le chômage de masse et relancer la croissance, il faut des mesures franches et percutantes. J'assume la radicalité de mon projet parce que le pays est radicalement bloqué. Je fais le pari que les Français veulent la vérité et qu'ils sont prêts à des changements puissants. C'est pourquoi je n'ai pas l'intention de renier mes convictions.

**« Mon projet n'est pas brutal mais efficace »**

**À l'heure où l'emploi repart légèrement, la France a-t-elle toujours besoin d'une potion libérale aussi sévère que celle que vous préconisez ?**

Avec 6 millions de personnes à Pôle emploi et plus de deux mille milliards de dettes, on ne peut pas dire que ça va mieux et qu'on peut continuer comme cela longtemps. La très légère embellie sur le marché de

l'emploi est largement due à la multiplication des stages et des emplois aidés. En réalité, notre croissance est poussive, notre modèle social est fissuré et nos déficits menacent notre avenir. Face à cette situation, mon projet n'est nullement « brutal ». Ceux qui disent cela, ce sont des démagogues de la gauche et de l'extrême droite qui veulent endormir les Français. La vérité, c'est que mon projet est tout simplement efficace, raisonnable et responsable. Si la France se réforme et se retrouve les manches, elle peut être d'ici dix ans la première puissance européenne. C'est mon objectif !

**Pour clore ce débat, quelle sera la Sécurité sociale des Français demain, vous Président ?**

La Sécurité sociale fait partie de notre unité nationale. Je n'ai absolument pas l'intention de revenir sur le principe de la solidarité. La société de chacun pour soi n'est pas la mienne. Mais sur l'Assurance-maladie et la santé, sur les allocations chômage, sur les retraites, il y a des réformes à faire pour être plus juste et plus efficace.

**Certains, dont Henri Guaino, vous ont accusé de faire du communautarisme en évoquant trop ouvertement votre foi chrétienne...**

Il n'y a pas de honte à affirmer notre héritage chrétien et je n'ai pas de leçons à recevoir en matière d'unité nationale. Depuis longtemps, je m'oppose au communautarisme et au repli identitaire. C'est moi qui ai fait appliquer l'interdiction des signes religieux à l'école et mis hors la loi le port du voile intégral. Je ne transige pas sur la laïcité, mais la laïcité n'est pas l'adversaire de la foi.

**Beaucoup d'élus vous pressent, si vous êtes élu, sinon d'annuler, du moins de repousser à 2020 la loi sur le non-cumul des mandats. Les entendrez-vous ?**

Je me suis engagé à respecter cette loi sur le non-cumul des mandats. Je pense que les Français ne comprendraient pas que nous revenions là-dessus.

**La gestion des sensibilités et des ego, au sein de votre camp, est-elle plus difficile que vous ne l'imaginiez ?**

La primaire de la droite et du centre a été digne. J'ai tendu la main à tout le monde. Le rassemblement autour de ma candidature s'est fait rapidement et sans problème majeur. Nous sommes maintenant en ordre de marche pour mener campagne et aller chercher la victoire.

**Êtes-vous surpris par le nombre et la virulence des attaques que vous subissez depuis votre succès à la primaire ?**

Dans la primaire, je n'étais pas le candidat de l'establishment et des sondages et je n'étais pas le « favori » espéré par la gauche et le FN. Je suis attaqué par mes adversaires parce qu'ils sentent ma volonté et celle de l'électorat de la droite qui s'est reconnu dans mes valeurs. Ces attaques ne m'impressionnent pas. Je vais continuer de tracer ma route.

**PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY PRUDHON tprudhon@nicematin.fr**

1. Cet agriculteur de Breil-sur-Roya (Alpes-Maritimes) a facilité, selon ses dires, le passage de la frontière italienne pour quelque 200 migrants. À Nice, mercredi dernier, le procureur a requis contre lui huit mois de prison avec sursis. Le verdict est attendu le 10 février.